

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 18/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS WILLEFERT**

86 rue Camille Desmoulins  
BP 39  
59185 Provin

Références : -  
Code AIOT : 0007002440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans l'établissement SAS WILLEFERT implanté 86 rue Camille Desmoulins BP 39 59185 Provin. L'inspection a été annoncée le 27/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les objectifs de la visite d'inspection sont de vérifier la conformité de l'installation au regard du risque incendie, des rejets eau et du contrôle de ses émissions sonores.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS WILLEFERT
- 86 rue Camille Desmoulins BP 39 59185 Provin

- Code AIOT : 0007002440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Willefert exploite sur le territoire de la commune de Proven (59) une installation de fabrication de couettes et oreillers. Les produits sont ensuite commercialisés par la grande distribution, de l'hypermarché à la vente en ligne, par les vendeurs de mobiliers ou sont vendus à des hôteliers et hôpitaux par exemple.

Le site emploie une centaine de personnes, voire 130 en saison et est en activité de 5h à 21h, en général du lundi au jeudi, parfois du lundi au vendredi selon l'activité. La période de juillet à décembre est marquée par une activité plus importante.

Le site est régulièrement autorisé à exploiter une installation de traitement de fibres d'origine végétale ou animale, fibres artificielles ou synthétiques par battage, cardage, lavage, etc., pour une quantité de fibre traitée de 14 tonnes/jour par arrêté préfectoral du 14/12/2006.

En complément de cette installation, le site présente également des installations de stockage de matières combustibles (rubrique 1510), notamment des produits constitués de plus de 50 % en masse de polymères (rubrique 2663), de chaudières au fioul et au gaz naturel (rubrique 2910).

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate qu'une démarche de révision trentenaire du réseau de sprinklage est engagée (échéance 2025).

L'Inspection invite l'exploitant à transmettre le plan d'actions qui découlera des conclusions de cette révision trentenaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 24	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 29.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détecteurs d'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 29.8	Demande d'action corrective	15 jours
6	Moyens de	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	secours	14/12/2006, article 31.6	l'exploitant	
9	Eaux exclusivement pluviales = rejet n°1	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 13.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Compatibilité - Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Désenfumage et éclairage zénithal	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 31.5	Sans objet
7	Origine de l'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 8.1	Sans objet
8	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 11.1	Sans objet
11	Bordereau de suivi des déchets dangereux sortants	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en exergue le non-respect de la fréquence triennale de réalisation du contrôle des émissions sonores de l'établissement. Un projet de mise en demeure de respecter l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2006 est proposé à monsieur le préfet du Nord.

Par ailleurs, suite aux constats effectués par l'Inspection de l'environnement, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions nécessaires ou de fournir les justificatifs attendus, selon des délais définis dans les points de contrôle ci-dessous, au regard:

- de la vérification périodique des installations électriques du site;
- du changement de la centrale d'alarme de détection incendie;
- de la vérification périodique de son installation d'extinction automatique;
- de la vérification périodique et de la maintenance de son réseau RIA;

- du contrôle des rejets eaux du site;
- du registre des déchets produits par l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités autorisées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société WILLEFERT dont le siège social est situé 50 A/2 rue Camille Desmoulins - BP 39 -59185 PROVIN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations suivantes :</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et plus précisément:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rubrique 2663.2 (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)) : régime de l'autorisation pour un volume total susceptible d'être stocké d'environ 17 800m<sup>3</sup>;</li> <li>• Rubrique 1510.2 (Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t): régime de la déclaration pour un volume de stockage de 40 000m<sup>3</sup>.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection n'a pas abordé la situation administrative du site.</p> <p>Néanmoins, l'Inspection attire l'attention du pétitionnaire sur les aspects réglementaires suivants:</p> <p>Un positionnement de la part de l'exploitant doit être réalisé sur le classement du site au titre de la rubrique ICPE 1510 (modifiée par décret n°2020-1169 du 24/09/2020).</p> <p>En effet, les textes réglementaires post-accident de Rouen ont modifié cette rubrique ICPE à la date du 1er janvier 2021. Il est donc nécessaire de vérifier le périmètre et le régime des installations soumises à cette rubrique modifiée.</p> <p>En cas de périmètre ou de régime modifié, une demande d'antériorité est nécessaire conformément aux dispositions de l'article L.513-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Pour cela, l'Inspection renvoie l'exploitant vers la méthodologie de classement définie par le guide entrepôt consultable sur le lien suivant :</p> <p><a href="https://aida.ineris.fr/guides/entrepots">https://aida.ineris.fr/guides/entrepots</a> (fiche I.2 définir le classement au titre de la rubrique 1510) et question II.1.2 (quelles sont les modalités d'application pour les différentes catégories d'installation, pages 97 et suivantes du guide entrepôt).</p> <p>Sont disponibles également:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le support pédagogique national joint au présent rapport,</li> <li>- des tutoriels spécifiques sur le site de France chimie: <a href="https://www.youtube.com/@FranceChimie/search?query=1510">https://www.youtube.com/@FranceChimie/search?query=1510</a>, accessible à tous.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une réponse est attendue sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Ces mesures se font aux emplacements prévus à l'article précédent.</p> <p>La prochaine campagne de mesures doit être réalisée lors de la prochaine grosse période d'activité de l'établissement et au plus tard sous un an après notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, le rapport de contrôle des niveaux sonores de l'installation dans l'environnement ( référencé 797817 - 8208533_1_1_1). Ce contrôle a été confié à la société Bureau Véritas et a été réalisé les 6 et 07/06/2019.</p> <p>Afin de déterminer les niveaux de bruit en limite de propriété ainsi qu'en zone à émergence réglementée, pour les périodes diurnes et nocturnes, les mesures ont été réalisées en 2 points durant environ 24 heures, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Point 1 : En limite de propriété et de ZER le long de la voie d'accès au site à une quarantaine de mètres de la rue Camille DESMOULINS ;</li> <li>- Point 2 : En limite de propriété et de ZER au niveau de la grille au sud du bassin de rétention.</li> </ul> <p>Le site est en activité de 05h00 à 21h00.</p> <p>Les conclusions du rapport indiquent que le site est conforme en émergence.</p> <p>Néanmoins, le site est très légèrement non conforme de nuit en limite de propriété au point 2, non-conformité qui pourrait s'expliquer par un vent portant de force moyenne (45,5 db(A) au lieu des 45 autorisés). De plus le bruit résiduel entre 4h25 et 5h00 dépasse largement les 45 dB(A) autorisés par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Pour mémoire, lors de la visite du 23/05/2019, l'Inspection avait constaté l'absence de la réalisation d'une mesure de bruit dans l'environnement à la fréquence réglementaire fixée à 3 ans. L'exploitant avait donc fait réaliser une campagne le 06/06/2019 et s'était engagé à désormais utiliser un système de gestion de la maintenance dit « GMAO » (gestion de maintenance assistée par ordinateur) qui peut assister l'exploitant dans le suivi des échéances de contrôle.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique ne pas avoir réalisé de nouvelle campagne de bruit dans l'environnement du site au titre de 2022.</p> <p>La fréquence de mesure de bruit dans l'environnement fixée à 3 ans n'est pas respectée et constitue une non-conformité à l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2006.</p> <p>Ce point a fait l'objet d'une observation à la suite des visites des 16/03/2017 et 23/05/2019. L'exploitant doit veiller au respect de cette fréquence à l'avenir.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant respecte la fréquence de réalisation de mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme qualifié.</p> <p>Sous trois mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmet le rapport de contrôle des émissions sonores.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant intègre le contrôle des émissions sonores du site au sein de son système de gestion de maintenance afin de respecter la fréquence de réalisation fixée à 3 ans par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Toute non-conformité relevée sur la fréquence sera susceptible de suites administratives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 29.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'Arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification périodique des installations électriques est confiée à la société Bureau Veritas. L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les deux derniers compte-rendus <b>Q18</b> du site décrits ci-après.</p> <p>1- Le rapport n° 7814818/1.26.1.Q18 en date du 25/08/2022 suite à vérification complète de l'installation du 23 au 25/08/2022. Les conclusions dudit rapport indiquent que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, au regard de 4 dangers dont 3 observations déjà signalées lors des vérifications précédentes (2 observations subsistent depuis le 25/07/2011, 1 depuis le 04/10/2017) ;</p> <p>2- Le rapport n° 7814818/1.27.1.Q18 en date du 30/11/2023 suite à vérification complète de l'installation du 28 au 30/11/2023. Les conclusions dudit rapport indiquent que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, au regard de 10 dangers dont 3 observations déjà</p>

signalées lors des vérifications précédentes (identiques à celles formulées en 2022).

Suite à la vérification des installations électriques le 30/11/2023 (Q18), l'exploitant indique avoir défini et mis en œuvre un plan d'actions afin de lever les observations émises par la société Bureau Véritas.

L'exploitant a transmis, par courriel du 20/01/2025, le plan d'actions (référéncé "plan d'action Q18-Q19.xls") qui démontre que les 10 observations émises par la société de contrôle ont fait l'objet d'intervention en régie en février et mars 2024.

Néanmoins, par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis le compte-rendu Q18 extrait du rapport n° 7814818/1.28.1.Q18 en date du 09/01/2025 suite à vérification complète de l'installation du 07 au 09/01/2025 pour la levée d'observations. Deux observations subsistent. L'exploitant a transmis, par courriel du 29/01/2025, l'échéancier de réalisation des travaux permettant la levée définitive des observations. L'échéance est fixée à fin février 2025.

Par ailleurs, la vérification périodique des installations électriques par thermographie infrarouge est également confiée à la société Bureau Véritas. L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les deux derniers compte-rendus **Q19** du site décrits ci-après.

1- Le rapport n° CB 797159 436978 en date du 30/08/2022 suite à vérification réalisée à la même date. Ce contrôle ne recense aucune anomalie.

2- Le rapport n° 7814818/8/10 en date du 12/12/2023 suite à vérification complète de l'installation réalisée le 29/11/2023. Les conclusions dudit rapport indiquent qu'au vu des éléments contrôlés et compte tenu des conditions d'utilisations et de sollicitations des appareillages au moment du contrôle, le risque d'incendie est probable. Deux anomalies de priorité 2 sont recensées et nécessitent une action sous 2 mois. Un contrôle des raccordements et entretien régulier des installations électriques est préconisé.

Interrogé sur les actions entreprises depuis la vérification des installations le 12/12/2023, l'exploitant indique avoir mis en œuvre les actions permettant de lever les observations émises en février 2024. La société Bureau Véritas a effectué un nouveau contrôle par thermographie infrarouge le 17/01/2025. L'exploitant a transmis le rapport d'examen (référéncé 7814818/8/11 en date du 17/01/2025) par courriel du 28/01/2025. Ce rapport conclut à un risque d'incendie peu probable.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Au regard du Q18 :

Afin de lever les observations inscrites au sein du Q18 du 09/01/2025, l'exploitant s'engage à mettre en œuvre le plan d'actions transmis auprès de l'Inspection.

Sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmet à l'Inspection le rapport Q18 confirmant la levée des observations précédemment citées.

Toute observation persistante sera susceptible de suite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



#### N° 4 : Détecteurs d'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 29.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments sont protégés par un système d'extinction automatique faisant également office de détection incendie. Les indications de cette détection sont reportées en salle de contrôle ou en salle de garde et actionneront : <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel;</li><li>• Dans certains cas un système de protection particulière (par exemple, déclenchement d'un arrosage).</li></ul> Des contrôles périodiques devront s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces dispositifs.
<b>Constats :</b>  L'établissement est pourvu d'un système de sprinklage. La rupture d'une ampoule de sprinklage déclenche l'alarme incendie. Cette alarme est reportée par téléphone vers le domicile du gardien qui réside en face de l'établissement. En cas d'alerte incendie, le Directeur de production, l'électricien et le responsable de l'équipe de maintenance sont également alertés. La vérification périodique du système d'extinction automatique est assurée tous les six mois. Ce contrôle est confié à la société EQUANS Axima (agence de Lesquin). L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les deux derniers compte-rendus <b>Q1</b> du site décrits ci-après: 1- Le compte-rendu Q1 en date du 20/10/2023 suite à vérification réalisée à la même date (seconde visite semestrielle 2023). Une non-conformité sans risque de mise en échec et 11 observations/améliorations sont recensées ; 2- Le compte-rendu Q1 en date du 07/03/2024 suite à vérification réalisée à la même date (première visite semestrielle 2024). Deux non-conformités sans risque de mise en échec et 13 observations/améliorations sont indiquées.  Ces deux derniers rapports de vérifications mettent en évidence les non-conformités suivantes : - la nécessité d'implanter un sprinkleur au sein des sanitaires maintenance suite à l'installation d'un sèche-mains électrique ; - un dysfonctionnement de l'alarme : la centrale étant hors-service, aucune remontée d'alarme n'est effectuée et la télésurveillance est désactivée. L'Inspection rappelle que ce système fait office de détection incendie, et que les matières composées de polymères dégagent des fumées denses et opaques. En l'absence d'alarme, le signal d'évacuation des locaux est susceptible d'intervenir tardivement. Depuis le premier contrôle semestriel au titre de l'année 2024, l'exploitant indique avoir effectué les travaux nécessaires à la levée d'observations figurant au sein du Q1 et notamment le changement de la centrale d'alarme. Par ailleurs, l'exploitant indique que la société EQUANS a reporté à 2 reprises le rendez-vous relatif au second contrôle semestriel 2024 (transmission auprès de l'Inspection, par courriel du 20/01/2025, du justificatif attestant le report de visites). La société EQUANS procédera à la vérification périodique du système d'extinction automatique le 31/01/2025 au titre du second semestre 2024.

La révision trentenaire est à prévoir en 2025. Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique que la trentenaire est en cours et le dossier constitué.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous une semaine à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant fournit à l'Inspection les éléments permettant de justifier du changement de la centrale d'alarme, sous réserve de suites administratives.</p> <p>Afin de justifier de la levée des non-conformités constatées lors de la première visite semestrielle au titre de 2024, l'exploitant transmet, sous 15 jours à compter de sa réception, le compte-rendu Q1 issu de la visite programmée le 31/01/2025.</p> <p>Toute non-conformité non levée est susceptible de suite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Désenfumage et éclairage zénithal

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les anciens bâtiments qui ne servent pas au stockage de polymère et abritent des postes de travail sur plus de 300 m<sup>2</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie par la pose d'exutoires représentant le 1/100ème de la superficie mesurée en projection horizontale. Ils doivent posséder une commande automatique, doublée d'une commande manuelle accessible du sol et située à proximité des issues. Ils doivent être isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M 0 ;</li> <li>• Les commandes manuelles, collectives, doivent être organisées par canton et situées à proximité des issues.</li> </ul> <p>Pour les nouveaux bâtiments qui ne servent pas au stockage de polymère et abritent des postes de travail sur plus de 300 m<sup>2</sup>, le taux de désenfumage doit être porté à 2/100ème.</p> <p>Les écrans de cantonnement mentionnés ci-dessus sont tels que les cantons de désenfumage (tenue au feu : A2s1d0 anciennement M0) ont une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et une longueur maximale de 60 mètres .</p> <p>Dans le cas d'une installation équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.</p> <p>La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'Arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des</p>

matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais. La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs de rétablissement.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 14/01/2025, l'exploitant a transmis le compte-rendu N4, attestant de la vérification des organes de désenfumage le 11/12/2024 par la société CASI AFEU.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Moyens de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'un poteau d'incendie d'un débit de 80 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>• D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>• Des robinets d'incendie armés de 40 mm seront installés conformément aux normes NF S61 201 et S 62 201; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel ;</li> <li>• D'une réserve d'eau de 400 m sur le site, chemin de « PONT A VENDIN »;</li> <li>• D'une installation d'extinction automatique couvrant l'ensemble des bâtiments ;</li> <li>• De protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre.</li> </ul> La défense incendie doit être complétée, pour la protection des bureaux situés en façade Sud Est par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit l'implantation d'un hydrant privé ;</li> <li>• soit l'implantation d'une réserve d'eau artificielle de 120 m<sup>3</sup>.</li> </ul> En cas de réalisation de la défense incendie par un hydrant privé raccordé au réseau de distribution, celui-ci devra, suivant qu'il s'agit d'une bouche incendie ou d'un poteau incendie, être conforme à la norme NF S 61 211 ou NF S 61 213. En particulier, il devra présenter un débit de 60 m <sup>3</sup> /h pendant au moins deux heures, sous une pression de 1 bar. Son implantation sera réalisée selon les prescriptions de la norme NF S 61 200. Il devra être signalé selon les dispositions de la norme NF S 61 221. La mise en place de la signalisation incombe au propriétaire de l'appareil. Une copie du procès-verbal de réception prévu au point 7 de la norme NF S 62 200 devra être communiquée au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord, Sous Direction Prévision, BP 68, 59028 LILLE CEDEX. En cas de réalisation de la défense incendie par une réserve artificielle, cette réserve devra être

incongélable et être équipée d'un demi raccord de diamètre 100mm. Ce point d'eau artificiel devra être signalé selon les dispositions de la norme NF S 61 221 précitée et aménagé pour permettre la mise en aspiration du véhicule incendie. Les conditions de réalisation et d'aménagement de cette réserve d'eau sont disponibles auprès du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord.

**Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.**

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie

#### **Constats :**

La défense incendie du site s'appuie sur :

- 3 poteaux d'incendie (deux sont situés rue Camille Desmoulin, le troisième est localisé sur l'arrière du site sur le chemin de Pont-à-Vendin) ;
- une centaine d'extincteurs répartis dans les différents ateliers ainsi qu'à l'extérieur des bâtiments ;
- 8 robinets d'incendie armés ;
- un réseau de sprinklage.

Le site ne dispose d'aucun hydrant privé mais dispose d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> permettant d'assurer la défense de bureaux situés en façade Sud-Est. Néanmoins, il convient de noter qu'après l'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter, un poteau incendie est apparu sur la voie publique (chemin de Pont-à-Vendin) à une centaine de mètres des bureaux situés en façade Sud-Est.

#### - Réserves souples:

L'Inspection a constaté la présence des 2 réserves souples de 120 m<sup>3</sup> et 400 m<sup>3</sup>. L'exploitant indique vérifier régulièrement le niveau d'eau des réserves souples ainsi que le fonctionnement des vannes.

#### - Extincteurs:

Les extincteurs sont contrôlés par la société CASI HDF (AXIFEU)). L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les comptes-rendus de vérification périodique (Q4). Les dernières interventions ont été réalisées les 11/12/2023 et 11/12/2024. L'installation est déclarée conforme aux exigences réglementaires.

#### - Réseau de RIA:

Le site est également pourvu d'un réseau de RIA en 40mm aux normes NFS61 201 et NFS62 201.

L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les rapports d'intervention de contrôle périodique des RIA. Les RIA sont contrôlés annuellement en régie par le responsable de maintenance (partie électrique). Les dernières interventions ont été réalisées les 13/11/2023 et 21/11/2024.

Les essais effectués sur les RIA sont intégrés au sein du logiciel de GMAO de la société.

Par courriel du 04/02/2025, l'exploitant précise que le contrôle annuel en régie pour chacun des RIA consiste à manœuvrer les vannes et robinets, dérouler les lances et les essayer (soit vers l'extérieur du bâtiment, soit dans une bouche d'égout).

L'Inspection rappelle la marche à suivre quant à la maintenance obligatoire des RIA. Cette dernière est nécessaire pour garantir leur fonctionnement optimal en cas d'urgence. Cette maintenance doit suivre une procédure stricte, encadrée par des normes et des réglementations spécifiques.

Une maintenance efficace et conforme de son RIA consiste en :

- **une vérification visuelle** : ce point primordial doit être effectué régulièrement, idéalement tous les mois. Il englobe l'inspection de l'état général du RIA, la signalisation adéquate,

l'absence d'obstructions autour de l'équipement, ainsi que la facilité d'accès. Il convient également de s'assurer que les instructions d'utilisation du Robinet d'Incendie Armé sont claires et visibles. Cette vérification peut être réalisée en interne.

- **une vérification technique annuelle** : cette vérification, effectuée par un professionnel qualifié, comprend **le test de la pression de l'eau**, l'examen de l'état du tuyau, des raccords, de la lance et de la vanne. **Le professionnel s'assure que le débit et la pression de l'eau sont conformes aux normes en vigueur.**
- **un test plus approfondi** : il est à réaliser idéalement tous les cinq ans. Ce test implique un essai complet du système sous pression pour détecter d'éventuelles fuites ou faiblesses dans le matériel. Il peut s'agir par exemple du remplacement de certaines pièces usées, comme les joints ou le tuyau. L'intervention d'un professionnel qualifié est requise.

Ces contrôles doivent figurer dans un registre de maintenance, permettant ainsi de tracer toutes les inspections, réparations et remplacements effectués. Ces enregistrements sont nécessaires pour prouver le respect des réglementations en vigueur et peuvent être requis en cas d'audit de sécurité ou d'incident.

- Réseau de sprinklage:

La vérification périodique du réseau de sprinklage est assurée tous les six mois. Ce contrôle est confié à la société EQUANS Axima (agence de Lesquin). L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les deux derniers compte-rendus Q1. Les deux derniers contrôles ont été réalisés les 20/10/2023 et 07/03/2024. L'analyse des documents fait l'objet du point de contrôle n°3.

- Poteau incendie:

Interrogé sur la justification du débit du PI à 80m<sup>3</sup>/h et de fait, la réalisation d'essais hydrants des PI à proximité du site, l'exploitant a transmis (par courriel du 17/01/2025) le bon de commande du diagnostic du PI n°9801 (rue Camille Desmoulins) auprès d'ILEO.

- Portes coupe-feu:

Les portes coupe-feu ont fait l'objet d'une vérification le 03/10/2024 par la société C.M.S.I.

- Exercices incendie et formation du personnel:

Par courriel du 14/01/2025, l'exploitant a indiqué que le dernier exercice d'évacuation a été effectué le 10/07/2024 et consigné dans le registre de sécurité.

La dernière action de formation à la mise en œuvre des moyens de secours a été réalisée du 23 au 24/05/2024. 10 salariés ont participé à cette formation d'une durée de 14 heures. L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les certificats de réalisation de cette action de formation auprès de l'organisme P.S.T. Formation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sans délai à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmet le justificatif d'habilitation et de qualification de l'agent chargé de la réalisation en régie des vérifications périodique des RIA.

En l'absence de ce justificatif et dès réception du présent rapport, l'exploitant s'assure de la conformité aux normes en vigueur des débits et pressions de son réseau de RIA. A cette effet, l'exploitant sollicite la vérification périodique sous 15 jours et, si nécessaire, la maintenance des RIA de l'établissement auprès d'un organisme de contrôle agréé.

L'exploitant transmet le rapport d'intervention auprès de l'Inspection au plus tard 15 jours après sa réception.

L'exploitant s'engage à effectuer la vérification périodique et la maintenance des RIA du site à fréquence annuelle, notamment au regard de la conformité aux normes en vigueur des débits et pressions.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Origine de l'approvisionnement en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'eau utilisée dans rétablissement provient exclusivement du réseau d'eau public de la ville de PROVIN. La consommation d'eau annuelle est d'environ 1 100 m3. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 15/01/2025, l'exploitant a transmis le registre de suivi de sa consommation annuelle en eau. Les consommations relevées sont les suivantes : - 876 m <sup>3</sup> au titre de 2022 ; - 381 m <sup>3</sup> au titre de 2023 ; - 459 m <sup>3</sup> au titre de 2024. Les factures ont été mises à disposition de l'Inspection lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent Arrêté. Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme). Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.
<b>Constats :</b>  Les eaux pluviales sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Elles sont ensuite

rejetées au réseau communal.

Le contrat de maintenance annuel du séparateur d'hydrocarbures est attribué à la société SARP Nord (Agence de Harnes).

Le dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures a été réalisé le 26/11/2024 selon rapport d'intervention transmis par courriel du 14/01/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 :** Eaux exclusivement pluviales = rejet n°1

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 13.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejets

**Prescription contrôlée :**

Le rejet d'eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

Substances	Concentration (en mg/l)
MeS	35
DCO	40
DBO5	10
Azote globale	3
Phosphore total	0.6
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	5

**Constats :**

L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/25, le rapport de contrôle de la qualité des eaux pluviales, référencé N° B6961629 / 1701 - 1/ 1 M00 en date du 01/12/2017, suite au contrôle réalisé le 13/12/2017.

Ce rapport indique que les eaux issues du rejet n°1 sont conformes.

Ce contrôle fait suite à la visite d'inspection réalisée le 16/03/2017 au cours de laquelle l'absence d'analyse des eaux pluviales avait été constatée.

Aucune analyse n'a été effectuée depuis le 16/03/2017.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous quinzaine à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant commande auprès d'un organisme agréé, une analyse des eaux pluviales issues du rejet n°1 et transmet le bon de commande à l'Inspection.</p> <p>Dès réception du rapport d'analyse des eaux pluviales issues du rejet n°1, l'exploitant transmet les résultats à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Compatibilité - Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est tenu un registre, éventuellement informatique, sur lequel sont reportées les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Codification selon la liste des déchets figurant à l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;</li> <li>• Type et quantité de déchets produits ;</li> <li>• Opération ayant généré chaque déchet ;</li> <li>• Nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;</li> <li>• Date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;</li> <li>• Nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation ;</li> <li>• Nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation ;</li> <li>• Lieux précis de valorisation du déchet, en cas de valorisation en travaux publics.</li> </ul> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une distinction explicite des déchets d'emballage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 15/01/2025, l'exploitant a transmis un registre de suivi des déchets annuels produits par l'installation (DECHETS suivi annuel WILLEFERT.xls). Ce document recense les tonnages annuels des déchets produits par l'installation.</p> <p>L'établissement produit les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- papiers, cartons et matières plastiques (essentiellement liés à l'emballage des matières premières et des produits finis.) ;</li> <li>- Déchets industriels banals,</li> <li>- bois, ferraille, toiles dans une moindre mesure,</li> </ul>



- boues issues du séparateur d'hydrocarbures.

Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection le registre qui reprend les diverses informations quant à la nature et la quantité des déchets produits, les dates des différents enlèvements ainsi que les différents acteurs en charge du transport et de la prise en charge des déchets.

Ce registre est centralisé dans un classeur sous format papier et regroupe les informations prescrites pour les différents déchets produits par l'installation (code déchet, type, tonnage, date de prélèvement, société collectrice).

L'Inspection constate que les données sont difficilement exploitables.

Aucun bilan relatif à la gestion des déchets n'est transmis à l'Inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place un registre unique de suivi des déchets, éventuellement sous format dématérialisé, qui centralise l'ensemble des déchets produits par l'installation (y compris les déchets dangereux type boues d'hydrocarbures).

Le registre mis en place répond aux exigences de l'article 27 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant transmet le registre mis en œuvre à l'Inspection sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

L'exploitant transmet le bilan annuel récapitulatif relatif à la gestion des déchets produits auprès de l'Inspection des Installations Classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Bordereau de suivi des déchets dangereux sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité des déchets sortants

**Prescription contrôlée :**

Les informations à déclarer, pour chaque bordereau de suivi de déchet, au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets sont listées à l'article 3.

Les informations déclarées par chaque personne sont validées au moyen d'une signature électronique.

Dès la validation des informations déclarées au moyen d'une signature électronique, elles ne peuvent plus être modifiées à l'exception des informations suivantes :

- Le code du déchet ;
- Quantité réelle ou estimée exprimée en tonne ;
- Code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée ;
- Numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets ;
- Description de l'opération réalisée ;

- Nombre de colis par type de conditionnement et nombre total de colis ;
- Adresse du lieu où sont collectés les déchets ;
- S'il s'agit, ou non, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du même code.

Lorsqu'une personne identifiée sur un bordereau constate une erreur parmi les informations listées ci-dessus, elle propose la correction de l'information erronée.

Toutes les personnes ayant signé électroniquement le bordereau confirment ou infirment la correction proposée. Dans le cas où la correction est confirmée par l'ensemble des signataires du bordereau, l'information est alors modifiée en conséquence dans le bordereau.

Les différentes étapes de modification des informations sont enregistrées dans le système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets.

Chaque personne identifiée sur le bordereau a accès à l'ensemble des informations liées à ce bordereau.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a consulté le bordereau de suivi des déchets de type boues hydrocarbures suite au curage du séparateur effectué le 26/11/2024 (BSD n°BSD-20241126-CNNZNV2J4).

Les boues collectées par la société SARP Nord le 26/11/2024 ont été traitées par la société SOTRENOR à Courrières (62).

L'exploitant renseigne Trackdéchets depuis 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite